Missing in action

Although the recent Canadian Public Health Association conference in Ottawa was a success, I was struck by the poor attendance by our university colleagues. I doubt that there were more than a handful of professors from any given university. Some universities had no representative at all, even among those which are in the process of creating Schools of Public Health (SPH). Low turnout from any of the constituents that form the PH mosaic in Canada should be viewed with concern. The CPHA conference offers the opportunity to bring together practitioners, teachers, researchers, decision-makers and students to mark the achievements in PH practice and policies, present the theoretical, methodological and empirical scientific evidence which form the basis for PH action, discuss ethical and professional challenges, and reflect on the training and continuing education needs of the field.

Participation from our universities is crucial because they represent the nexus of training and research in PH. They are home to some of the world leaders in Public and Population Health. CIHR, PHAC, CIHI and others have invested substantially in PH intervention, research and training over the past few years and over a dozen universities have committed to "MPH programs" and/or to creating SPH. The capacity-building potential of these investments is enormous and the recipients of these investments need first and foremost to involve the broad Canadian PH community in the sharing of their experiences. A few years ago, the Institute of Medicine deplored the schism which existed between SPH and Departments of Health in the United States. If the absence of our universities at the CPHA conference reflects a similar Canadian gap, it could ultimately affect PH capacity by decreasing knowledge sharing between researchers and practitioners and by disconnecting academics from the problems affecting PH practitioners in the field.

Several steps have been taken over the past few years by CPHA conference organizers to improve participation by all segments of the Canadian PH community. Other initiatives may include the development of partnerships with national sister organizations such as the Society for Epidemiology and Biostatistics and the Canadian Association for Health Services and Policy Research to hold joint meetings with CPHA. In addition, special sessions devoted to PH aspects of demography, anthropology, sociology, nursing, and others can be organized on a regular basis with interested Societies. Finally, we all need to recognize that the CPHA conference is an essential venue for capacity building and for sharing and debating the science of PH in Canada.

Gilles Paradis
Interim Scientific Editor

Une absence remarquée

La récente conférence de l'Association canadienne de santé publique à Ottawa a été fructueuse, mais j'ai été frappé du fait que si peu de nos collègues des milieux universitaires aient jugé bon d'y être. Je doute qu'il y ait eu plus d'une poignée de professeurs de chaque université. Même parmi les établissements qui sont en train de créer des écoles de santé publique, certains n'avaient envoyé aucun représentant. Une faible participation de n'importe lequel des éléments qui composent la mosaïque de la santé publique au Canada aurait de quoi nous préoccuper. La conférence de l'ACSP est une occasion pour les praticiens, les enseignants, les chercheurs, les décideurs et les étudiants de se rencontrer afin de célébrer les réalisations dans les pratiques et les politiques sanitaires, de présenter les données théoriques et méthodologiques et les preuves scientifiques qui sont le fondement des mesures de santé publique, de discuter des enjeux éthiques et professionnels, et de réfléchir aux besoins d'instruction et de formation continue dans le domaine.

Étant donné que nos universités sont des pôles de formation et de recherche en santé publique, leur participation est décisive. On y trouve en effet certains des chefs de file mondiaux en santé publique et en santé des populations. Les IRSC, l'ASPC, l'ICIS et d'autres ont beaucoup investi dans les interventions, la recherche et la formation en santé publique ces dernières années, et une bonne douzaine d'universités se sont engagées à créer des programmes de maîtrise et/ou des écoles de santé publique. Comme de tels investissements recèlent un immense potentiel de renforcement des capacités, leurs bénéficiaires doivent impérativement partager leur expérience avec les milieux canadiens de la santé publique. Il y a quelques années, l'Institute of Medicine américain déplorait l'existence d'un schisme entre les écoles de santé publique et les bureaux de santé aux États-Unis. Si l'absence des universités canadiennes à la conférence de l'ACSP est le signe qu'il existe un fossé semblable au Canada, les capacités de santé publique risquent de souffrir du moindre partage des connaissances entre chercheurs et praticiens et du manque d'expérience directe, chez les universitaires, des problèmes qui touchent les praticiens du domaine.

Les organisateurs de la conférence de l'ACSP ont pris des mesures, ces dernières années, pour rehausser la participation de tous les membres de la communauté canadienne de la santé publique. D'autres initiatives pourraient inclure la conclusion de partenariats avec des associations sœurs à l'échelle fédérale, comme la Société canadienne d'épidémiologie et de biostatistiques et l'Association canadienne pour la recherche sur les services et les politiques de la santé, pour tenir des conférences conjointes avec l'ACSP. En outre, on pourrait consacrer régulièrement des séances aux aspects sanitaires de la démographie, de l'anthropologie, de la sociologie, des soins infirmiers, etc. avec les organismes qui représentent ces domaines. Enfin, nous devons tous reconnaître que la conférence de l'ACSP est une tribune essentielle au renforcement des capacités, ainsi qu'au partage et à la discussion de la science de la santé publique au Canada.

Le rédacteur-réviseur scientifique intérimaire,
Gilles Paradis